



## **PRÉFET DE L'EURE**

**Arrêté n° D1/B1/17/421 mettant en demeure la société SYNOVA située sur la commune de Tillières-sur-Avre de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement**

**Le préfet de l'Eure  
Officier de la Légion d'Honneur**

**VU**

- le Code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171.8, L.172-1, L.511-1, L.512-3 et L.514-5,
- le décret du 6 mai 2016 nommant Monsieur Thierry COUDERT, préfet de l'Eure,
- le décret du 5 février 2015 nommant Madame Anne LAPARRE-LACASSAGNE, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure,
- l'arrêté préfectoral n°SCAED-16-30 du 30 mai 2016 donnant délégation de signature à Madame Anne LAPARRE-LACASSAGNE, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 janvier 2004 délivré à la société SYNOVA pour l'exploitation d'une installation de transformation et stockage de polymères sur la commune de Tillières-sur-Avre concernant notamment les rubriques 2661 et 2262 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 16 février 2017,
- le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 16 février 2017 transmettant à l'exploitant le rapport du 16 février 2017 et l'informant de la proposition de mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté susvisé,
- l'absence d'observation de l'exploitant,

### **Considérant**

que lors de la visite du 17 janvier 2017, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants et que ces faits constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2004 susvisé:

- les extincteurs (seul moyen interne d'intervention) sont difficiles d'accès dans les bâtiments de stockages A/B/C/D : écart réglementaire à l'article 4.12.2,
- les consignes de procédure de sécurité, permis de feu ou d'intervention ne sont pas formalisées et le personnel n'y est pas formé : l'inspection a constaté la réalisation de soudure à proximité du tapis de transport de matières plastiques combustibles. Plusieurs issues de secours mentionnées dans le plan d'évacuation sont condamnées pour éviter les intrusions (bâtiment A-C-D) : écart réglementaire aux articles 4.2.1 et 4.2.3 ,
- la cuve de gazole n'est toujours pas sur rétention (point déjà signalé en 2015), un bon de commande a été signé le 12 janvier 2017 : écart réglementaire à l'article 3.1.5 alinéa 2,
- la ligne de densification (transformation de balles de matière plastique en granulé) ainsi que le bâtiment l'abritant et comportant des installations électriques sont empoussiérées (poussières de plastiques), aucune étude ATEX n'a été réalisée : écart réglementaire à l'article 4.13,
- des stockages de matières plastiques en balles/rouleaux et en big-bags sont présents sur une parcelle (dans un bâtiment et en extérior) en dehors de l'enceinte du site : l'extension des activités

du site n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance et n'a pas été autorisée : écart réglementaire à l'article 2.1.

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SYNOVA de respecter les dispositions des articles de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement :

- article 4.12.2 Extincteurs : « des extincteurs appropriés aux risques encourus (...) sont disponibles sur le site et en nombre suffisant »,

- article 4.2.1 Consignes de sécurité : « des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties visées au point 4.3 « incendie et atmosphères explosives »,
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées par l'installation,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses,
- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, les services d'incendie et secours etc.,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. »

- article 4.2.3 Permis de feu et d'intervention : « tous les travaux de réparation ou de maintenance sortant du domaine de l'entretien courant ou mettant en œuvre une flamme nue ou des appareils générateurs d'étincelles ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles définies par une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu ou d'intervention. Cette consigne définit les conditions de préparation, d'exécution des travaux ainsi que celles de remise en service des installations. Le nombre de permis de feu ou d'intervention délivré est compatible avec le respect de la sécurité tant au niveau général qu'au niveau des règles minimales de surveillance ».

- article 3.1.5 alinéa 2 Stockages : « Tout récipient susceptible de contenir des produits liquides polluants doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ».

- article 4.13 Protection des installations électriques contre les poussières : « En vue de prévenir l'inflammation des poussières, tout appareillage électrique susceptible de donner des étincelles tel que moteurs non étanches à balais, réhostats, fusibles, coupe-circuit... est convenablement protégé et fréquemment nettoyé. »

- article 4.3 alinéa 2 Localisation des risques : « L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphère explosive ou pollution accidentelle). Ce risque est signalé. »

- article 2.1 Conformité au dossier : « les installations objets du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et aux documents du dossier de demande d'autorisation non contraires aux dispositions du présent arrêté. »

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société SYNOVA exploitant une installation de transformation et de stockage de polymères sise Espace Baron Lacour sur la commune de Tillières-sur-Avre est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2004 dans les délais indiqués à compter de la notification du présent arrêté :

#### - sous 2 semaines :

- respecter l'article 4.12.2 en maintenant dégager l'accès à tous les extincteurs du site,
- respecter l'article 4.2.1 en formalisant les consignes/procédures de sécurité, en formant le personnel à ces consignes, en maintenant en permanence l'accès aux issues de secours dégagé et la fonctionnalité de celles-ci (peuvent s'ouvrir) et en faisant réaliser un exercice d'évacuation incendie par un organisme compétent afin de vérifier l'efficacité de la mise en œuvre de ces consignes (justificatifs à transmettre à l'inspection),
- respecter l'article 4.2.3 en formalisant les consignes pour la délivrance des permis de feu ou d'intervention et en formant le personnel à ses consignes,

#### - sous 1 mois :

- respecter l'article 2.1 en supprimant les stockages de matières plastiques (vrac et big-bags) présents en dehors de l'enceinte du site (parcelle au Nord),
- respecter l'article 3.1.5 alinéa 2 en mettant la cuve de gazole sous rétention dûment dimensionnée,

#### - sous 2 mois :

- respecter l'article 4.3 en procédant au nettoyage des installations susceptibles de donner des étincelles (lignes de densification, installations électriques du bâtiment)
- respecter l'article 4.13 en réalisant une étude permettant d'identifier les zones à risque d'explosion (ATEX).

### Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 de cet arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

### Article 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par un tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### Article 4 :

La secrétaire générale de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société SYNOVA par la voie administrative, et dont copie sera adressée au maire de Tillières-sur-Avre et à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UD de l'Eure).

Evreux, le 14 MARS 2017

Pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale de la préfecture



Anne LAPARRE-LACASSAGNE

